

[Text]

Second, it introduces new limitations to federal child-care spending for low and modest income families and limits expansion over seven years to meet only 20 per cent of Canada's child-care needs. I know that you probably have had a lot of discussion on this point, but I want to tell you what is happening in Ontario. The Ontario Government has taken up the federal government's framework outlined in this bill. It knows what the agreement is all about. It knows how much money it will have and it is planning and implementing policies based on the new federal child-care legislation. What has happened? Have thousands of working mothers across Canada been given access to more day-care spaces? Has child care become more affordable? Have families with parents who work full time, in shift work and so on, been given spaces? No, they have not. What has happened instead is that the provincial government has announced that it has to cut back its spending by at least 15 per cent, and, as a result of that cut back, more and more children are going on the waiting lists every day. Consequently we have the tragic situation in Toronto today where there are 48 children on the waiting list. That is an example of what this legislation will mean. That is why we say, not frivolously but very seriously, that it is a step backward rather than a step forward.

Third, the legislation sets out a dangerous precedent for federal spending by encouraging commercial day care, which on average is of poorer quality. Many of you may take issue with this point. We in the day care movement have long studied the issue of commercial day care. For 20 years we have been trying to improve child care, both to assist women and to assist children and families. We have had to think long and hard about what is the best method. Frankly, at the end of the 20 years, we are convinced, as are the experts, with regard to child care, that when you have scarce government resources every penny of that money should go into the pockets of the children's service and not into the pockets of private operations. Basically we think there is no room in child-care services for profit. We think that all that money needs to be directed to the service. There is no way that you can make profits in child-care programs without cutting quality, and that I think comes back to the whole point of this legislation, which is to provide quality child care.

I would like to make one other point about profit. We in Canada are on the threshold of an exciting new child-care program. Because we are on the threshold of that program, it means that the way we go now has very clear implications for the future. Certainly there may be many operators in Canada; who run profit-oriented operations that are offering a good service but there are many who are not offering that service. It is the good ones that we have tended to defend. However, what will happen when, for the first time, direct federal government dollars are given to new commercial operations? Who will be attracted into this business? It will not be the dedicated women who have studied early childhood education and who

[Translation]

Deuxièmement, cela introduit de nouvelles limites aux dépenses fédérales en matière de garde d'enfants pour les familles à revenu faible et modeste et limite l'expansion à sept années, ne répondant ainsi qu'à 20 p. 100 des besoins des Canadiens en ce domaine. Je sais que vous avez probablement déjà beaucoup discuté de ce point, mais je voudrais vous dire ce qui se passe en Ontario. Le gouvernement ontarien a accepté le cadre fixé par le gouvernement fédéral dans ce projet de loi. Il sait exactement quelle est la portée de l'accord. Il sait combien d'argent il recevra et il effectue sa planification et met en œuvre des politiques qui s'inspirent de la nouvelle loi fédérale sur les services de garde d'enfants. Qu'est-il arrivé? Est-ce que des milliers de mères canadiennes au travail ont eu accès à un plus grand nombre de places en garderie? Ce service est-il devenu plus abordable? Les familles dont les parents travaillent à plein temps, ou par quarts etc., ont-elles trouvé des places? Non, aucunement. Ce qui est plutôt arrivé c'est que le gouvernement provincial a annoncé qu'il doit réduire ses dépenses d'au moins 15 p. 100 et que, par conséquent, un nombre croissant d'enfants sont chaque jour portés sur les listes d'attente. D'où la situation tragique qui existe aujourd'hui à Toronto alors que 48 enfants sont sur les listes d'attente. Voilà un exemple de ce que cette loi signifie. C'est pourquoi nous disons, pas du tout en l'air mais très sérieusement, qu'elle nous fait reculer plutôt qu'avancer.

Troisièmement, cette législation crée un dangereux précédent en matière de dépenses fédérales puisqu'elle favorise les services de garde commercialisés qui sont en général de moins bonne qualité. Beaucoup d'entre vous contestent ce point. Nous qui faisons partie du milieu des garderies étudions depuis très longtemps toute cette question. Il y a vingt ans que nous cherchons à améliorer les services de garde d'enfants, aussi bien pour aider les femmes que pour aider les enfants et les familles. Nous avons énormément réfléchi sur la question de savoir quel système serait le meilleur. Au bout de vingt ans nous sommes franchement convaincus, comme le sont les experts, qu'en matière de garderies lorsque les fonds publics sont rares chaque sou devrait aller dans les poches des services pour les enfants et non pas dans celles d'opérations commerciales. À notre avis, il n'y a pas de place dans le secteur des garderies pour des activités à but lucratif. Nous croyons que tout l'argent doit aller directement aux services. Il est impossible de réaliser des profits avec les programmes de garde d'enfants sans en diminuer la qualité, ce qui à mon avis nous ramène au point central de cette législation, qui est d'offrir des services de garde d'enfants de qualité.

Je voudrais dire autre chose sur la question du profit. Le Canada est sur le point d'adopter un intéressant nouveau programme de garde d'enfants. Comme il s'agit d'un nouveau départ, l'orientation que nous prenons aujourd'hui aura des répercussions dans l'avenir. Il y a certes au Canada de nombreuses personnes qui ont des opérations à but lucratif offrant un bon service, mais beaucoup n'offrent pas un tel service. Nous avons eu tendance à défendre les bons. Mais qu'arrivera-t-il le jour où le gouvernement fédéral accordera directement des fonds à de nouvelles opérations commerciales? Qui sera intéressé à ce genre d'affaire? Pas les femmes dévouées qui ont fait des études en éducation enfantine et qui veulent offrir des